



Pour une revalorisation de l'ensemble des personnels tout de suite sans condition, pour le retrait de la réforme de la voie pro, pour nos métiers, construisons une grève massive en janvier

La forte inflation accélère la dégradation du niveau de vie de l'ensemble du monde du travail. Dans la fonction publique, la revalorisation de 3,5% de la valeur du point d'indice est en deçà de l'urgence à relever l'ensemble des rémunérations d'au moins 10% immédiatement.

Par ailleurs, les éléments issus des premières réunions au ministère de l'Éducation sur le pacte confirment toutes nos inquiétudes : revalorisation de missions annexes, attaques sur le statut, mise en concurrence des personnels. Alors qu'une enquête de la DEPP démontre que les enseignant·es travaillent près de 43h par semaine, le gouvernement continue à nier la réalité : les personnels de l'éducation nationale sont non seulement sous-payés, mais ils et elles sont aussi épuisé·es. La réponse du « travailler plus pour gagner plus » est purement intolérable. Nous n'accepterons pas des mesures qui visent à rémunérer l'épuisement et à accroître les inégalités salariales entre les personnels et notamment celles entre les femmes et les hommes.

De plus, aucun plan de revalorisation n'est amorcé pour l'ensemble des personnels qui concourent pourtant au service public d'éducation : AESH, AED, CPE, PSY EN, personnels d'administration, d'inspection, de direction, agents territoriaux, etc. Sans compter que le gouvernement annonce là aussi un « travailler plus longtemps pour toucher des pensions réduites » avec un report de l'âge de départ ou un allongement des durées d'assurance qui seraient des reculs de nos droits.

La réforme de la voie professionnelle s'inscrit dans ce contexte général de dévalorisation des missions d'enseignement : les jeunes seraient mieux formé·es en entreprise qu'à l'école, ce discours constitue une régression inacceptable.

Enfin, le budget 2023 prévoit des suppressions de postes qui vont se traduire par une nouvelle dégradation des conditions d'exercice des missions. Le gouvernement poursuit en effet une politique fiscale qui assèche les comptes de l'État au profit des grandes entreprises et au détriment des services publics (santé, éducation,...) et du financement de la transformation écologique.

C'est pourquoi les organisations appellent à construire une grève des personnels de l'éducation en janvier, elles se réuniront tout de suite après la réunion de l'intersyndicale interprofessionnelle du 5 décembre pour l'articuler avec le calendrier de mobilisations sur les retraites.